

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

CAHIER DES CHARGES POUR LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DE LA FOURRIÈRE AUTOMOBILE

ARRONDISSEMENTS DE CHATEAU-CHINON - NEVERS

SOMMAIRES

ARTICLE 1 : cadre juridique

ARTICLE 2 : objet

ARTICLE 3 : durée de la concession de service public

ARTICLE 4 : périmètre

ARTICLE 5 : conditions administratives

ARTICLE 6 : conditions particulières

ARTICLE 7 : conditions techniques

ARTICLE 8 : obligations des parties

ARTICLE 9 : conditions financières

ARTICLE 10 : contrôle de l'activité

ARTICLE 11 : responsabilités

ARTICLE 1 : cadre juridique

Ce cahier des charges concerne toutes les opérations liées à la fourrière automobile dans le département de la Nièvre exercées par la préfète de la Nièvre, par défaut des maires, du président du conseil départemental et des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (art. R.325-21 du code de la route).

Il s'agit d'une concession de service public passée conformément aux articles du code de la commande publique relative aux concessions de service public (CSP, articles L.1121-1 et 1121-3, L. 3121-1, L. 3122-1 et suivants, R.3121-5 et R.3122-1).

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Convention de concession du service public signé et son annexe financière dûment complétée,
- La désignation des éventuels co-traitants et la répartition des prestations (avec l'éventuelle sous-délégation),
- Le cahier des charges de la présente consultation,
- Le mémoire technique du concessionnaire.

ARTICLE 2 : objet

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions d'exercice de la concession de service public de la fourrière automobile sur le territoire du département de la Nièvre, conformément à la réglementation en vigueur prévue par le code de la route.

Le service public de fourrière automobile comprend les opérations suivantes :

- l'enlèvement et conservation des véhicules,
- le gardiennage, la restitution ou l'aliénation des véhicules mis en fourrière,
- l'évacuation des véhicules désignés vers un site de dépollution, démontage, démolition ou broyage.

Tout type de véhicule qui peut être déplacé, enlevé ou gardé à ce titre lorsqu'il se trouve en infraction telle que définie dans les articles L.325-1, L.325-1-1, L.325-1-2 et L.417-1 du code de la route.

ARTICLE 3 : durée de la concession de service public

La concession de service public de la fourrière automobile est accordée pour une durée de 5 ans ferme non renouvelable. Elle prend effet à partir de sa date de notification.

ARTICLE 4 : périmètre

La concession de service public de la fourrière automobile concerne les arrondissements de Château-Chinon – Nevers.

Une carte des arrondissements est jointe au présent cahier des charges (annexe 1).

Une convention de concession de service public de la fourrière automobile sera passée pour les arrondissements Château-Chinon – Nevers.

ARTICLE 5 : conditions administratives

A) Concernant le concessionnaire

Le concessionnaire doit informer la préfecture de toute modification éventuelle de sa situation commerciale ou juridique. En cas de décès ou de modification de la situation commerciale ou juridique de l'entreprise (vente, mise en gérance, changement de dirigeant...) l'agrément cesse de plein droit.

Le chef d'établissement ne doit pas être sous le coup d'une interdiction professionnelle, d'une interdiction de concourir à la commande publique mentionnée dans les articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.

Les activités de stockage des véhicules hors d'usage ou de destruction sont incompatibles avec l'activité de gardien de fourrière.

B) Concernant les véhicules et matériels

Le concessionnaire fournit les certificats d'immatriculation et les cartes blanches pour tous les véhicules dont il dispose pour l'exercice de la concession. Tout changement doit être notifié à l'autorité concédante.

C) Concernant les personnels

Le concessionnaire devra se conformer à la législation du travail telle qu'elle résulte des lois et règlements en vigueur pendant la durée de la concession.

D) Concernant l'assurance

Le concessionnaire justifie d'une garantie suffisante contre les conséquences pécuniaires d'une éventuelle mise en jeu de sa responsabilité civile découlant de l'exercice de la concession.

Tout concessionnaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours, à compter de la notification de la présente concession de service public et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'autorité concédante à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le concessionnaire doit également assurer les véhicules nécessaires au service affermé, ainsi que les bâtiments et mobiliers utilisés pour les besoins du service affermé.

Les polices souscrites à cet effet doivent être communiquées à la Préfecture et comporter une clause stipulant que cette dernière est informée de toute modification ou résiliation des contrats d'assurance.

ARTICLE 6 : conditions particulières

L'exercice de la concession est conditionné à la délivrance par arrêté préfectoral d'un agrément, conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route.

Cet agrément est personnel et incessible.

Cet agrément ne peut être accordé à un concessionnaire s'il exerce également une activité de destruction ou de retraitement des véhicules usagés (article R.325-24 du code de la route).

Le candidat peut faire cette demande d'agrément au moment du dépôt du dossier de délégation de service public.

Pour cette raison, le dossier de demande d'agrément et la liste des pièces qui y sont adjointes sont annexés au cahier des charges (annexe 2). Le concessionnaire non agréé doit le constituer.

Seul le concessionnaire agréé pourra exercer effectivement le service public de fourrière automobile.

La perte de l'agrément préfectoral entraînera automatiquement une résiliation sans indemnisation du contrat de concession par l'autorité concédante.

ARTICLE 7 : conditions techniques

Le concessionnaire fournit le descriptif de ses installations de fourrière : capacité de stockage, clôture et contrôle d'accès.

La fourrière doit être clôturée (article R.325-24 du code de la route).

Les installations doivent répondre à minima aux critères d'aménagement suivants :

- une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres ;
- si la clôture ne masque pas la fourrière, elle est doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuillage persistant ;
- des voies de circulation permettent, à l'intérieur de la fourrière, l'accès des véhicules de service de protection contre l'incendie ainsi que l'accès de tout véhicule mis en fourrière ;
- une ou plusieurs aires spéciales délimitées sont réservées au stationnement des véhicules accidentés présentant des risques d'écoulement de fluide ou dont les parties souillées par les hydrocarbures sont soumises aux intempéries. Le sol de ces emplacements sera imperméable et en forme de rétention ;
- les véhicules sont entreposés, sous la responsabilité du gardien de fourrière, dans un local ou un terrain clos gardé jour et nuit. Si le concessionnaire fait

appel à une entreprise de surveillance et de gardiennage, cette entreprise doit être agréée ;

- une aire de stockage des véhicules accidentés ou abandonnés conforme à la réglementation et d'une surface adaptée au nombre de mise en fourrière prévisible sur les secteurs demandés et permettant l'entreposage dans des conditions garantissant la sécurité et l'accès facile et aisé aux véhicules légers et/ou aux véhicules poids-lourds ;
- le concessionnaire justifiera du système de garde mis en place (dispositif de vidéo-protection, recours à une société de gardiennage ou de sécurité, ...) ;
- la fourrière doit être dotée d'un moyen de contrôle limitant l'accès aux autorités dont relève la fourrière ainsi qu'aux professionnels dûment mandatés (experts, agents des domaines...) ;
- les locaux comportent au minimum un bureau équipé d'une liaison internet, d'une liaison téléphonique et d'un télécopieur et d'un local d'accueil du public avec liaison téléphonique et sanitaire accessibles à l'ensemble des usagers, dont ceux à mobilité réduite.
- le local et le terrain utilisés comme installation de fourrière doivent être en conformité avec les règles d'urbanisme et avec la législation applicable à la protection de l'environnement.

ARTICLE 8 : obligations des parties

A) Obligations du concessionnaire

1/ Stipulations générales

La gestion du service sera assurée par le concessionnaire à ses frais et risques, dans le souci d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité et la qualité du service, ainsi que l'égalité de traitement de tous les usagers.

Le concessionnaire devra exécuter les prestations en se conformant :

- à la convention de concession de service public,
- au présent cahier des charges,
- au code de la route, et particulièrement aux articles L.325-1 à L.325-13 et R.325-1 à R.325.52,
- au [décret n°72-823 du 6 septembre 1972](#) modifié fixant les conditions de remise au service des Domaines des véhicules non retirés de fourrière par leurs propriétaires,
- à l'arrêté ministériel en vigueur à cette date fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles,
- à la [loi du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République.

2/ Missions dévolues au concessionnaire

Il appartient au concessionnaire d'enlever, de garder, puis de restituer en l'état les véhicules, mis en fourrière, qui lui ont été confiés.

Le concessionnaire est chargé des missions suivantes :

- exécuter, sur demande des autorités compétentes, leurs décisions de mise en fourrière,
- être joignable à tout moment par l'autorité de fourrière et les forces de l'ordre,
- dès lors qu'il est saisi, le concessionnaire doit se rendre auprès du véhicule immobilisé de manière à se trouver sur les lieux dans un délai n'excédant pas 30 minutes dans des conditions normales de circulation. Ce délai peut être prorogé de 30 minutes pour les véhicules excédant 3,5 tonnes de poids total autorisé en charge. Ce délai d'intervention sera porté à 24 heures pour les contraventions de stationnement abusif. Une tolérance sur ce délai de 30 minutes sera accordée en fonction de la distance à parcourir.
- en cas d'évènements particuliers qui lui seront signalés par les forces de l'ordre (manifestations revendicatives, festives ou sportives notamment), le concessionnaire est tenu de procéder à l'enlèvement simultané de plusieurs véhicules, dans le même délai de 30 minutes,
- disposer des moyens matériels pour assurer les opérations visées à l'article 2 du présent cahier des charges, y compris dans les endroits difficilement accessibles,
- restituer à son propriétaire le véhicule mis en fourrière dans les délais réglementaires calculés en jours francs,
- transmettre sans délai à l'autorité ayant prescrit la mesure, chargée de prononcer la mainlevée de mise en fourrière, tout certificat d'immatriculation de véhicules mis en fourrière et confié sous sa garde,
- communiquer au Préfet du département, autorité dont relève la fourrière, toutes informations utiles, notamment statistiques,
- rendre compte de son activité professionnelle au préfet, autorité de fourrière, selon les modalités prévues par ledit cahier des charges, notamment à son article 10,
- informer le Préfet du département, autorité de fourrière, de tout fait susceptible de remettre en cause son agrément,
- remettre sur ordre du préfet, autorité concédante, et après main levée prononcée par l'Officier de Police Judiciaire (OPJ), les véhicules au service des Domaines. Dans le cas où le service des Domaines lui en confie la garde, remettre les véhicules aux nouveaux propriétaires sur instruction de ce dernier.

Le concessionnaire s'organise pour recevoir toute personne concernée par le service public de fourrière automobile et assurer ses obligations du lundi au vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures et le samedi de 9 heures à 12 heures (toute l'année hors jours fériés).

En dehors des heures d'ouverture du parc de la fourrière, exceptionnellement, et en cas de force majeure, sur demande de l'autorité, le parc pourra être ouvert pour la restitution d'un véhicule à son conducteur. Dans ce cas précis, et pour des raisons de sécurité, le conducteur devra être obligatoirement accompagné par un agent de la police nationale ou municipale ou de la gendarmerie.

B) Obligations du concédant

Le concédant s'engage à réserver au concessionnaire toutes les opérations d'enlèvement et de garde de véhicules dans le cadre de leur mise en fourrière.

ARTICLE 9 : conditions financières

Les conditions financières diffèrent selon qu'il s'agisse du remboursement des frais au concessionnaire par le propriétaire du véhicule ou du règlement du service au concessionnaire par l'autorité concédante.

A) Remboursement des frais au concessionnaire par le propriétaire

Cela recouvre le cas où le véhicule est restitué à son propriétaire selon la réglementation en vigueur.

Les articles L.325-9 et R. 325-29 du code de la route mettent à la charge du propriétaire tous les frais de fourrière. Le propriétaire du véhicule mis en fourrière paie les frais d'enlèvement, de garde et de mise en vente ou de destruction au gardien de fourrière.

Ces frais comprennent

- l'immobilisation matérielle du véhicule,
- les opérations préalables à sa mise en fourrière,
- l'enlèvement, la garde en fourrière,

Ces montants ne peuvent dépasser les tarifs maxima fixés par l'arrêté ministériel en vigueur.

Aucun frais lié à la facturation et à la gestion du dossier ne sera dû.

Le concessionnaire est tenu d'afficher de manière visible et lisible pour les intéressés le barème de ses prestations, toutes taxes comprises, dans les locaux de la fourrière et de les mettre à disposition dans le véhicule d'enlèvement.

La perception des frais d'enlèvement exclut celle des frais d'opérations préalables.

Les frais de garde en fourrière sont exigibles à compter du jour d'enlèvement jusqu'à la date de restitution, d'aliénation ou de remise pour destruction du véhicule mis en fourrière, inclusivement.

Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu le commencement d'exécution, le propriétaire ou le conducteur du véhicule rembourse les frais d'opération préalables à la mise en fourrière, si le véhicule d'enlèvement s'est effectivement rendu sur les lieux.

La facture délivrée au propriétaire du véhicule est détaillée et comporte les précisions suivantes :

- les nom et adresse du gardien de fourrière,
- l'immatriculation, la marque, le type du véhicule et, dans la mesure du possible, le kilométrage inscrit au compteur,
- les nom et adresse du propriétaire,
- la durée de mise en fourrière (date, heure et lieu d'enlèvement...),
- la nature et le coût unitaire des prestations facturées,
- le N° de TVA de l'entreprise.

B) Règlement du service par l'autorité concédante au concessionnaire

Le Préfet du département, autorité dont relève la fourrière, indemnise le concessionnaire, sur la base de l'offre de prix et dans la limite des plafonds tarifaires définis par l'arrêté ministériel, pour les véhicules abandonnés dont les propriétaires sont inconnus, introuvables et insolvables ou lorsque les procédures ou prescriptions de mise en fourrière sont annulées.

Le nombre de jours de garde est plafonné à 30 jours.

Les opérations d'évacuation des véhicules abandonnés vers les centres « Véhicules Hors d'Usage » (VHU) ne donnent pas lieu à indemnisation.

La demande de remboursement des frais de fourrière présentée au Préfet du département, autorité dont relève la fourrière, s'effectue exclusivement de manière dématérialisée. Elle doit comporter une facture proforma détaillée par véhicule soumise à la validation de l'autorité de fourrière puis une facture globale définitive déposée via « Chorus Pro » - portail internet de dépôt et de transmission des factures au format dématérialisé.

C) Responsabilité financière

Sauf dispositions législatives ou réglementaires expresses, le concessionnaire réalise et finance les investissements, assure l'exploitation du service public de fourrière automobile à ses risques et périls et se rémunère auprès des propriétaires des véhicules. De ce fait, hormis la rémunération du concessionnaire dans les cas où les propriétaires sont inconnus, introuvables ou insolvables ou lorsque les procédures ou

prescriptions de mise en fourrière sont annulées, aucune indemnisation pécuniaire ne sera supportée par l'État.

D) Véhicules remis aux services des Domaines

Le comptable de la direction départementale des finances publiques prélève sur le montant de la vente des frais de vente et de régie et paie, s'il y a lieu, au concessionnaire les frais de transfert, de garde en fourrière qui sont à la charge du propriétaire.

E) Evolution des tarifs

En cas de modification des tarifs maxima fixés par l'arrêté ministériel en vigueur, l'offre du prix du concessionnaire sera revalorisée automatiquement pour correspondre aux nouveaux maxima ; dans le cas où l'offre du concessionnaire était en dessous des tarifs maxima, cette dernière est revalorisée à hauteur du pourcentage d'augmentation du nouvel arrêté.

De plus, les parties s'engagent à échanger sur les modalités de revalorisation de l'offre.

ARTICLE 10 : contrôle de l'activité

Le concessionnaire rend compte de son activité en alimentant le SI Fourrière.

Le concessionnaire est tenu de :

- enregistrer dans les délais les plus brefs les fiches descriptives papiers et de compléter les fiches descriptions numériques ;
- enregistrer chaque jour les mouvements des entrées et des sorties des véhicules ;
- suivre toutes les étapes de la procédure de mise en fourrière.

Le concessionnaire complète le tableau de bord avec les éléments listés en annexe 4 et le tient à disposition des services désignés par le Préfet du département, autorité dont relève la fourrière.

Il établit également un bilan annuel d'activité transmis à l'autorité concédante, au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

ARTICLE 11 : responsabilités

A) Responsabilité du concessionnaire du fait de son personnel

Le concessionnaire demeure responsable des fraudes et erreurs ou fausses manœuvres qui seraient commises par son personnel ayant effectué toute opération liée au service public de fourrière automobile.

Sous peine de résiliation sans indemnité, les personnes sur lesquelles le concessionnaire exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la

mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité (application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République).

B) Responsabilité du concessionnaire du fait de dommages matériels ou d'accidents résultant du service concédé

La responsabilité du concédant ne pourra, en aucun cas, être recherchée à l'occasion d'accidents ou dommages, quels qu'ils soient, résultant de l'opération d'enlèvement.

Le concessionnaire sera seul responsable de tous les dommages matériels et des accidents corporels qui pourraient résulter de son activité pour son personnel et pour les tiers.

Un véhicule placé en fourrière est sous la garde juridique du gardien de la fourrière jusqu'à la date d'effet de la mainlevée (article R.325-23 du code de la route).

Or, le gardien de la fourrière exerce une activité de service public.

Relève donc de la compétence du juge administratif l'action qui tend à la réparation des dommages imputés au fait de l'autorité administrative à qui le véhicule a été remis en exécution d'une décision de l'officier de police judiciaire.

En revanche, si les dommages résultent de l'opération d'enlèvement du véhicule de la voie publique, et sont donc liés à l'opération de police judiciaire, il conviendrait dans ce cas pour l'usager de saisir les juridictions judiciaires.

C) Responsabilité en cas de sous-délégation

Le concessionnaire « demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession » (article L.3134-1 du code de la commande publique).

D) Respect de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

Lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer au concédant chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

L'autorité concédante pourra procéder à tout moment à des contrôles inopinés pour veiller au respect des règles édictées par la loi du 24 août 2021.

En cas de constatation d'un manquement à ces principes, le concessionnaire recevra une mise en demeure de la part de l'autorité concédante. Il devra alors prendre des mesures adaptées pour faire cesser les manquements constatés.

En cas de manquements répétés, l'autorité concédante pourra procéder à la résiliation sans indemnité de la convention de concession du service public.